



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.5/43/56
1er décembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
CINQUIEME COMMISSION
Points 114 et 12 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/43/L.69

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. A sa 56e séance, le 29 novembre 1989, la Troisième Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/43/L.69 par 136 voix contre une, avec 2 abstentions. La Commission était saisie d'un état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme (A/C.3/43/L.83).

A. Demandes formulées dans le projet de résolution

2. Par le paragraphe 2 du projet de résolution A/C.3/43/L.69, l'Assemblée générale déciderait que, pour achever sa tâche dans les meilleurs délais, le Groupe de travail chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille tiendrait à nouveau une réunion intersessions d'une durée de deux semaines, à New York, immédiatement après la première session ordinaire de 1989 du Conseil économique et social.

3. Par le paragraphe 5 du projet de résolution, l'Assemblée générale déciderait que le Groupe de travail se réunirait au cours de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, de préférence au début de la session, en vue de poursuivre la deuxième lecture du projet de convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille.

B. Corrélation entre les demandes formulées et les textes portant autorisation des travaux

4. Les activités prévues relèveraient du sous-programme 2 (Elimination et prévention de la discrimination et protection des minorités et des groupes vulnérables) du programme : Centre pour les droits de l'homme, qui figure au chapitre 6 et dont les objectifs et la stratégie sont décrits au paragraphe 6.27 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 1/, tel qu'il a été prorogé jusqu'en 1991 2/.

5. Les services fonctionnels nécessaires au Groupe de travail font l'objet du produit xiii de l'élément 2.1 du programme qui figure au chapitre 23 (Droits de l'homme) du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 3/.

C. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

6. Le Groupe de travail tiendrait 20 séances au cours des deux semaines qui suivront immédiatement la première session ordinaire du Conseil économique et social de 1989, et tiendrait 20 autres séances au début de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale.

D. Modifications à apporter au programme de travail approuvé

7. Il n'y aurait pas à modifier le programme de travail approuvé pour l'exercice biennal 1988-1989.

E. Dépenses supplémentaires calculées sur la base du coût intégral

8. Au cas où l'Assemblée générale déciderait que le Groupe de travail tiendrait 20 séances à New York au cours des deux semaines qui suivront immédiatement la première session ordinaire du Conseil économique et social de 1989, le coût des services de conférence (calculé sur la base du coût intégral) serait de 320 900 dollars (estimation reposant sur l'hypothèse que la documentation à établir avant la session et après la session serait préparée à Genève) qui se répartiraient comme suit :

	Dollars
I. <u>Documentation à établir avant la session</u> (Genève) (60 pages, 3 documents; A, Ar, C, E, F, R)	50 000
II. <u>Service des séances</u> (New York) (20 séances) (Interprétation : A, Ar, C, E, F, R)	92 100
III. <u>Documentation à établir pendant la session</u> (New York) (100 pages, 10 documents; A, Ar, C, E, F, R)	103 300
IV. <u>Documentation à établir après la session</u> (Genève) (60 pages, 2 documents; A, Ar, C, E, F, R)	49 500
V. <u>Bureau des services généraux</u>	26 000
Total	320 900

9. Il convient de noter qu'une décision tendant à tenir les réunions intersessions du Groupe de travail à New York constituerait une dérogation à la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, qui stipule que "les organes de l'Organisation des Nations Unies doivent prévoir de se réunir à leurs sièges respectifs". Le secrétariat fonctionnel de cette réunion se trouvant à Genève, le siège effectif du Groupe de travail au cours de ses réunions intersessions se situerait en effet à Genève. Le coût des services de conférence correspondant à la tenue des réunions à Genève serait (sur la base du coût intégral) de 295 400 dollars, se répartissant comme suit :

	<u>Dollars</u>
I. <u>Documentation à établir avant la session</u> (Genève) (60 pages, 3 documents; A, Ar, C, E, F, R)	50 000
II. <u>Service des séances</u> (Genève) (20 séances) (Interprétation : A, Ar, C, E, F, R)	108 600
III. <u>Documentation à établir pendant la session</u> (Genève) (100 pages, 10 documents; A, Ar, C, E, F, R)	83 800
IV. <u>Documentation à établir après la session</u> (Genève) (60 pages, 2 documents; A, Ar, C, E, F, R)	49 500
V. <u>Bureau des services généraux</u>	3 500
Total	<u>295 400</u>

10. Au cas où le Groupe de travail tiendrait 20 autres séances à New York au cours de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale et où la documentation à établir avant la session serait préparée à Genève, le coût des services de conférence (calculé sur la base du coût intégral) serait de 333 000 dollars, se répartissant comme suit :

	<u>Dollars</u>
I. <u>Documentation à établir avant la session</u> (Genève) (60 pages, 2 documents; A, Ar, C, E, F, R)	50 000
II. <u>Service des séances</u> (New York) (20 séances) (Interprétation : A, Ar, C, E, F, R)	92 100
III. <u>Documentation à établir pendant la session</u> (New York) (100 pages, 10 documents; A, Ar, C, E, F, R)	103 300
IV. <u>Documentation à établir après la session</u> (New York) (30 pages, 1 document; A, Ar, C, E, F, R)	61 600
V. <u>Bureau des services généraux</u>	26 000
Total	<u>333 000</u>

/...

11. De plus, si les réunions intersessions du Groupe de travail se tenaient à New York, il faudrait prévoir un montant de 3 500 dollars pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance d'un fonctionnaire du Centre pour les droits de l'homme chargé d'assurer le service de la réunion. Les services fonctionnels nécessaires au Groupe de travail au cours de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale n'entraîneraient que le versement d'indemnités de subsistance, d'un montant estimatif de 1 900 dollars, un fonctionnaire du Centre devant en tout état de cause se rendre à New York pour fournir les services fonctionnels nécessaires à la Troisième Commission.

F. Possibilités de financement

12. Les frais de voyage et les indemnités de subsistance mentionnés au paragraphe 11 seraient financés à l'aide des crédits déjà ouverts par l'Assemblée générale au chapitre 23 lors de sa quarante-deuxième session.

13. Le coût des services de conférence mentionné ci-dessus serait de 653 900 dollars si les deux sessions se tenaient à New York ou de 628 400 dollars si les réunions intersessions se tenaient à Genève et les séances de la session à New York. Ces prévisions procèdent de l'hypothèse que les services requis en l'occurrence ne pourront pas être assurés par le personnel permanent du Département des services de conférence et qu'il faudra recruter du personnel temporaire pour les réunions. Les ressources en personnel à prévoir à ce titre ne pourront être déterminées qu'au vu du calendrier des conférences de 1989 qui sera approuvé par l'Assemblée générale. Néanmoins, comme il a été noté au paragraphe 29.6 du budget-programme 4/, les ressources budgétaires prévues pour l'exercice biennal 1988-1989 au titre du personnel temporaire pour les réunions ont été estimées sur la base de la moyenne des crédits ouverts au cours des années 1982-1986 et des dépenses effectives enregistrées durant la même période. En d'autres termes, le budget-programme inclut des crédits non seulement pour les réunions qui étaient déjà prévues au moment de l'établissement du budget, mais aussi pour celles qui seraient autorisées ultérieurement, sous réserve que le nombre et la répartition des réunions et des conférences devant se tenir au cours du prochain exercice biennal correspondent au schéma des cinq dernières années. Sur cette base, l'adoption du projet de résolution A/C.3/43/L.69 ne nécessiterait pas l'ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre 29 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1) et *ibid.*, trente-neuvième session, Supplément No 6 (A/39/6 et Corr.1).

2/ A/43/6 et Corr.1.

3/ A/42/6 (chap. 23); voir aussi la résolution 42/140 de l'Assemblée générale.

4/ A/42/6 (chap. 29).
